Le vivre-ensemble et la dignité des personnes sont renforcés par des initiatives valorisant la diversité, l'équité et l'inclusion.	
Ce qui fonctionne	Les espaces adaptés selon les besoins (endroit sécuritaire pour familles, piétonnisation des rues, tiers-lieu et coworking)
	Les espaces publics partagés comme lieu de cohabitation et de socialisation (parcs, bancs, ruelles vertes, bibliothèque, maison de la culture)
	Activités gratuites et variées offertes par l'arrondissement et les organismes communautaires
	Offre de service qui correspond à la densité de population et aux besoins
	Concertation entre institutions, organismes et citoyens.ne.s
Les enjeux	Manque de pont entre l'ouest et l'est / les populations francophone et anglophone / les riches et les plus pauvres ou marginalisés
	Manque de ressources dans les parcs (lumières pour sentiment de sécurité, toilettes accessibles, abris pour se réchauffer l'hiver). Espaces publics qui ne sont pas adaptés à tous les besoins et pour toutes les personnes
	Manque de diversité et de mixité sociale dans les sous-quartiers et les logements à loyers modiques (séparés en aînés, famille, personnes seules)
	Délimitation d'arrondissement qui prive les personnes aux périphéries de services
	Difficulté de cohabitation avec certaines populations marginalisées ou transitoires (bruits, déchets, comportements agressifs, intoxication, graffiti)
	Invisibilité de l'itinérance et la pauvreté dans certains secteurs et ghettos dans d'autres secteurs
	Sentiment d'appartenance au Plateau est plus difficile, car c'est un lieu de passage pour plusieurs (tourisme, déménagement, PSI, circulation routière)
	Manque de consultation citoyenne pour les projets d'aménagement du territoire
	Difficulté à diffuser les ressources et les activités aux personnes les plus vulnérables, dont les personnes en situation d'itinérance

Des pistes de solution	Réfléchir à des lieux qui répondent aux besoins de tous et toutes (femmes, familles, PSI, personnes à mobilité réduite) en offrant des espaces éclairés avec des bancs, des douches et des toilettes accessibles
	Faire une cartographie du quartier en ciblant les endroits problématiques et réfléchir à des solutions collectives
	Collaboration entre les commerçants, les écoles, les organismes communautaires, citoyens et l'Arrondissement
	Campagne « Bonjour voisin » pour sortir d'un mode individuel (pelles solidaires, fête des voisins ou fête de quartier, théâtre/lieux culturels qui offrent des tarifs réduits aux personnes du quartier le mardi)
	Programme de jumelage (pour nouveaux arrivants, personnes vulnérables ou exclues pour faire connaître le quartier, les activités et les ressources)
	Politique de sélection inclusive et qui favorise mixité sociale dans coopératives, HLM, logements supervisés
	Éducation et sensibilisation sur les différentes réalités (pauvreté, itinérance, isolement, immigration)
	Tier-lieu à investir et à développer, mais aussi des «safe spaces» pour les personnes plus vulnérables
	Magasin solidaire (avec équipe pérenne qui ne dépend pas des organismes), lieux culturels intégrés et lieux de rassemblement avec wifi pour les jeunes du quartier (soir et midi) Café et repas suspendus / cafés pour permettre plus de mixité sociale : tarification solidaire, repas/breuvage payé d'avance pour une personne dans le besoin (repas suspendus)

Les populations en situation de vulnérabilité et d'exclusion sociale, ou à risque de l'être, ont accès à des ressources et des services adaptés et diversifiés (harmonisés), selon les réalités multiples vécues par ces personnes.

Définition	Personnes en situation d'itinérance (PSI), personnes aînées et/ou isolées, personnes sans statut, personnes ayant un faible revenu, personnes ayant un problème de santé mentale, famille monoparentale, personnes n'arrivant pas à combler leurs besoins de base, personnes à mobilité réduite et/ou en perte d'autonomie, nouveaux arrivants, population autochtone

Ce qui fonctionne	Les services offerts par les organismes communautaires (dépannage alimentaire, travail de rue, centre de jour/soir, travail de proximité, briser l'isolement) et par les bibliothèques/maison de la culture (divertissement, aide à la fracture numérique, développement social, activités culturelles et sociales gratuites)
	Engager le dialogue avec les principaux concernés pour prendre en compte leurs besoins et leurs réalités (empowerment)
	Les collaborations et la concertation entre les divers acteurs du quartier (organismes communautaires, instances autochtones, partenaires institutionnels)
	Être à l'écoute de l'ensemble des acteurs qui travaillent avec des populations marginalisées et s'appuyer sur leur expertise
	Faire de la sensibilisation sur plusieurs enjeux qui touchent les personnes vulnérables ou exclues socialement
Les enjeux	Invisibilisation de certaines populations sur le terrain (itinérance cachée, gens en perte d'autonomie qui ne sortent pas, ghetto) et dans les données démographiques du recensement (personnes en situation d'itinérance, personne sans statut ou sans-papiers, personne qui n'a pas accès à internet/outils technologiques)
	Peu de terrains vacants ou de locaux disponibles pour accueillir des gens (PSI, refuge, halte-chaleur, famille)
	Mécompréhension des réalités vécues qui engendrent stéréotypes, rejet et profilage racial. Difficulté d'interactions et d'interventions
	Services à ces populations qui reposent trop sur le communautaire qui manque de ressources, de financement et de reconnaissance. C'est trop lourd à porter seul, il manque des services de première ligne, en services sociaux, des soins de santé physique et mentale directement dans le quartier, à travers le CIUSSS et les CLSC
	Difficulté à rejoindre certaines populations (personnes isolées, fracture numérique, qui ne parlent pas français/anglais, perte d'autonomie, désaffiliées socialement, les personnes vulnérables qui ne s'identifie pas comme cela).
	Hausse des besoins qui ne correspond pas aux ressources disponibles, trous de services
	Le portrait populationnel qui est changeant à cause de la crise du logement (loyer et coût de la vie trop cher, déménagement des personnes vulnérables ou à faible revenu, manque de mixité sociale) et qui maintient l'idée

	que le Plateau est composé d'une population aisée (indice de défavorisation qui nuit à un financement à la hauteur des besoins réels)
	Manque d'adaptativité des ressources (ex : refuge qui refuse les animaux, pose un problème pour PSI)
	La définition des personnes vulnérables n'est pas la même pour tous, souvent figée sur des populations précises (affecte le financement et la structure des services). Manque d'adaptation des ressources ou des services, qui doivent répondre à des critères stricts et ghettoïsent davantage les populations marginalisées (programmes qui s'adressent seulement aux aînés, aux jeunes, aux familles, aux personnes seules sans mixité)
Des pistes de solutions	Rendre accessibles les services de 1re ligne aux populations vulnérables (CLSC, CIUSSS)
	Mise en place d'un centre de répit et d'un refuge d'hébergement d'urgence
	Meilleurs financement, meilleure visibilité et reconnaissance des organismes communautaires
	Élargissement des programmes et des financements pour rejoindre plus facilement plusieurs types de publics en même temps avec la même action (quand cela est possible)
	Guichet Plateau (relier les gens aux services)
	Protéger le droit au logement des populations déjà présentes dans le quartier (aînés, étudiants, etc.)
	Patrimoine sur certains blocs (pour empêcher de transformer des loyers en condos) et droit de préemption de la Ville
	Répertoire des besoins et des services disponibles
	Concertation du milieu, création de liens entre les partenaires locaux
	Présence de travailleuses sociales dans les organismes et à domicile
	Indice de défavorisation du quartier à revoir/mettre à jour (prendre en compte population invisible)

La population a accès à des espaces résidentiels et communautaires adaptés à leurs besoins.	
Ce qui fonctionne	Être propriétaire depuis longtemps
	Les actions de la Ville et de l'Arrondissement (protection des maisons de chambre, achat de terrains par la Ville, etc.)
	Prise de conscience de la population de l'ampleur de la crise du logement actuel
	Présence de coop d'habitation qui favorise la mixité sociale
	La défense de droits des locataires (via le comité logement PMR entre autres)
	Bon accès aux loisirs (parcs, biblio, maison culture, installations sportives)
	Accessibilité géographique du quartier, à échelle humaine
	Plusieurs subventions pour projets de logements qui sont en cours (GRT avec coopération de la Ville)
	Projet Harmonie qui accorde des subventions (pour les aînés)
	Présence de beaucoup d'organismes communautaires et des organismes régionaux/nationaux
Les enjeux	Prix élevé des logements et des taxes (municipales et bienvenue) VS la capacité à pouvoir payer (emploi étudiant ou aide financière, aide sociale trop basse)
	Exode des populations locales (principalement les moins fortunés, les étudiant.es, les nouveaux arrivants) qui crée un embourgeoisement du quartier
	De moins en moins de logements disponibles (conversion en condos, proprio qui ne veut plus de locataires, car trop de problèmes, grande présence des locations à courte ou moyenne durée - AirBnB)
	Vieillissement du parc locatif
	La salubrité et la grandeur des logements, coût de chauffage élevé, car vieux système
	L'abolition d'Accès-Logis qui permettait aux personnes plus vulnérables de se loger plus facilement
	La structure des coops n'est pas toujours inclusive : sélection des candidat.es selon profil, demande beaucoup de travail et d'implication et donc certaines capacités
	Évaluation foncière influencée par la spéculation

	Coût élevé des loisirs (probablement un effet du coût de loyer des organismes)
	Abus de la part des propriétaires et des concierges (intimidation, rénoviction, discrimination)
	Profil des nouveaux propriétaires qui change (plus fortunés, grande corporation, etc.)
	Loyers des organismes et des locaux commerciaux sont trop élevés ce qui entraîne la dévitalisation commerciale des grandes artères
	Manque de place dans les logements de secours (refuge pour femmes, personne en situation d'itinérance)
Des pistes de solutions	Contrôle et registre des loyers
	Revoir la politique 20-20-20 (et augmenter la pénalité pour les promoteurs)
	Réformer le Tribunal administratif du logement
	Registre de la vacance et taxe sur la vacance (pour mieux réglementer les logements locatifs à court terme - AirBnB)
	Permettre les loyers solidaires (à la Ville)
	Développement de projets en logements : coops étudiantes, projet hybride public-privé, logements sociaux, logement d'urgence
	Avoir des mécanismes de subventions pour soutenir les locataires et mieux faire connaître ceux qui existent (allocation fédérale, programme allocation-logement QC)
	Éducation populaire sur le droit de locataires, recherche de logement, « passe ton bail », sur les différents programmes de logement et de subventions
	Faire plus de suivi avec les inspecteurs de la Ville pour l'insalubrité et mettre en place des « comité salubrité »
	Protection du marché locatif
	Adapter la réglementation pour faciliter l'hébergement temporaire d'urgence
	Avoir des mécanismes et des moyens concrets pour protéger les locataires contre l'intimidation et l'inaction des proprios/concierges (numéro de tél)
	« Portes ouvertes », document et recherche de Vivre en Ville
	Utiliser le levier financier du patrimoine des coops pour en construire des nouvelles (fond commun avec intérêt)

La sécurité et l'autonomie alimentaire des citoyen.ne.s du Plateau Mont-Royal sont renforcées grâce au développement et à la consolidation du système alimentaire local et durable.	
Ce qui fonctionne	Les ressources et initiatives déjà présentes (paniers alimentaires, jardins communautaires, cyclistes solidaires, application de panier d'invendus - «too good to go»/«flash food»)
	Offre alimentaire (grande, diversifiée, abordable, proximité)
	Santropol roulant (dans leur modèle de production et de distribution), permet de rejoindre les personnes à mobilité réduite
	Verdissement des artères avec des plantes comestibles (jardins de rue et autres)
	Récupération des invendus (accès aux denrées de Moissons Mtl, solidarité des commençants qui redistribuent)
	Mission Mile-End qui fait des plats qui correspondent à des besoins et à des goûts des populations issues de l'immigration
	Cours, ateliers, cuisines collectives
	Banque alimentaire en général (les points de chute, le contact avec les personnes les plus vulnérables)
	La concertation et les ressources mutualisées dans le quartier
Les enjeux	L'inflation et le coût de la vie qui rend plus difficile pour les personnes d'avoir assez d'argent pour se nourrir
	Réglementation vis-à-vis la salubrité des aliments nuit à des initiatives (dons alimentaires, frigo collectif, cuisines collectives)
	Financement relié à la sécurité alimentaire est moindre
	Terrains pour agriculture urbaine (spéculation, terrains contaminés, ruelles vertes pas toujours adaptées/possibles, etc.)
	Paniers alimentaires (capacité maximale, pas d'offre en soirée ou fds, demande une preuve de résidence donc pas accessible pour PSI)
	Offre alimentaire inégale et peu d'accessibilité de la nourriture à petits prix du genre Maxi (commerces locaux et indépendants qui sont chers, loin, peu de livraison pour personne à mobilité réduite, zéro déchet ou marché fermier qui sont chers)

	Fracture numérique qui rend l'accès difficile pour les personnes les plus vulnérables (application d'invendus, livraison à domicile, inscription, etc.)
	Habitude de consommation (mets préparés sont très chers, aliments les moins chers sont souvent pas santé)
	Difficulté à concerter les marchands locaux et créer un esprit de solidarité
	Moisson Mtl : manque de diversité et de cohérence dans la distribution
Des pistes de solution	Multiplier les jardinets en scindant en 2 les parcelles existantes
	Plus de frigo communautaire
	Explorer les abords de la voie ferrée ou les toits verts (serres, jardins, utilisation de l'espace)
	Échange des denrées offert par Moisson Mtl entre les organismes pour répondre aux besoins de leurs usagers
	Achat groupe d'aliments secs
	Distribution de paniers à l'année (avec un fichier centralisé des usagers de tous les organismes)
	Boîte à lunch ou cantine scolaire : repas gratuit ou moindre coût dans les écoles - développer des programmes alimentaires scolaires au sein du CLSA
	Développer des jardins collectifs, serres communautaires
	Développer un réseau de connexion pour la récupération de nourriture et la redistribution (ex : CPE qui a trop de nourriture vers cuisine collective)
	Campagne de pression sur les grandes chaînes d'alimentation pour des initiatives solidaires
	Mutualisation des ressources chez les petits acteurs de la distribution
	Impliquer les commerçants dans la réflexion (SDC) en favorisant les commerces locaux, solidaires et équitables
	Réduire le gaspillage alimentaire avec une réglementation
	Fiducies d'utilité sociale agricoles et écologiques (FUSA)
	Repas préparés santé et qui ont des portions familiales (comptoir de fin de journée Resto Plateau?)
	Sollicitation de la population pour « nourrir » les solidarités (campagne locale de dons)